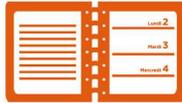




S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# ÉCLAIRAGE

NOTE DE CONJONCTURE



Novembre 2018

## La croissance du PIB : quel reflet de la prospérité ?

La **croissance mondiale (variation du PIB)** atteindrait, selon les prévisions d'octobre du FMI, +3,7% en 2018, puis en 2019, soit un niveau record depuis 2011. Cette perspective, combinée au retour de l'**inflation** (en septembre 2018, autour de +2% sur un an dans les économies avancées et +2,1% en zone euro), peut susciter un regain d'optimisme : les salaires suivraient, le reste aussi... Mais plusieurs indices invitent à relativiser un tel constat.

La croissance des économies avancées atteindrait un « pic » à +2,4% en 2018 pour revenir à +2,2% en 2019 (+2% en 2018 et +1,9% en 2019 en zone euro ; +2,9% puis +2,5% aux Etats-Unis). En Chine, la croissance s'essoufflerait également à +6,6%, puis 6,2%. Ce ralentissement concorde avec les nombreuses tensions mondiales, dont le Brexit, le risque de guerre commerciale mondiale et le ralentissement des échanges (avec des conséquences négatives sur l'emploi et les niveaux de vie), une bataille politique autour du budget italien ou encore la montée des forces populistes dans le monde (Etats-Unis, Venezuela, Brésil, Italie, Pologne, Hongrie, etc.).

Si nous avons atteint un pic de croissance, c'est toujours sous le stimulus de politiques budgétaires<sup>1</sup> importantes aux Etats-Unis et en Chine, ou d'une politique monétaire encore expansive<sup>2</sup> aux Etats-Unis et en zone euro. Les

marges de manœuvre des politiques budgétaires et monétaires seraient donc devenues minces. La tentation est de les restaurer rapidement (baisse des dépenses publiques, hausse rapide des taux d'intérêt, etc.) pour être capable de faire face à une nouvelle crise. Au risque d'accentuer le ralentissement de l'activité déjà à l'œuvre.

A cela s'ajoute des tendances de fond, anciennes, communes aux économies avancées et qui complexifient la tâche : fragmentation du marché du travail, accroissement des inégalités de revenus et de patrimoine, baisse de la part des salaires dans le revenu national, affaiblissement de l'accumulation nette de capital productif et ralentissement des gains de productivité, dégradations environnementales devenues globales (et non plus locales), etc.

Dans ce contexte, les outils de la politique économique des économies avancées doivent se réinventer urgemment pour construire de véritables horizons collectifs. Si la croissance du PIB a permis une progression du progrès social sans commune mesure à travers l'histoire, elle articule désormais de manière inextricable inégalités sociales et environnementales. **A l'aune des enjeux du 21<sup>e</sup> siècle, le PIB s'avère insuffisant pour piloter et redonner du sens à la notion de valeur économique.**

<sup>1</sup> L'ensemble des mesures qui ont des conséquences à la baisse sur les ressources ou à la hausse sur les dépenses de l'Etat.

<sup>2</sup> L'ensemble des mesures qui visent à mettre davantage de monnaie en circulation dans l'économie pour stimuler cette dernière. Lorsque la Banque centrale stoppe progressivement son action, on parle de

normalisation monétaire. Cette dernière a été initiée (notamment, le relèvement du taux d'intérêt directeur aux Etats-Unis, bientôt la fin des achats d'actifs financiers en Europe), mais elle sera progressive dans le temps. On peut donc encore parler de politique monétaire expansive.